



La fibre à chaque pas

Le défi mondial de l'accès équitable à
l'autoroute de l'information¹

Alan Finlay

¹ Ce document est un article sommaire rendant compte des présentations et des débats qui ont fait partie d'une rencontre sur l'accès équitable aux TIC organisée par APC à Rio de Janeiro en novembre 2007. Le rapport complet sur l'atelier, ainsi que les documents présentés et les commentaires qui s'y rapportent, peuvent être consultés à : www.apc.org/en/pubs/research

« L'accès à l'internet est mille fois moins cher dans les pays scandinaves que dans mon village », dit l'activiste nigérian John Dada, un expert des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement. « Pour le moment, rien ne vient inciter le secteur privé à assurer la connectivité dans les zones rurales. Il n'y a pas d'électricité, il n'y a pas de routes. »

Les statistiques montrent qu'environ 97 % des Africains et 90 % des Asiatiques n'ont pas de téléphone fixe ni d'ordinateurs et n'utilisaient pas l'internet en 2005. Dans notre monde de haute technologie et de changement, comment faire pour que la majorité de la population de la planète – en particulier les pauvres et les marginalisés – ne soient pas abandonnés? Autrement dit : Comment faire pour que l'accès aux TIC devienne une *réalité*?

C'est cette question fondamentale qui a été posée récemment lors d'un événement qui s'est déroulé à Rio de Janeiro, au Brésil, et qui a été organisé par l'Association pour le progrès des communications (APC). APC œuvre dans le domaine des TIC et des droits humains et a des membres partout dans le monde. Cet événement de un jour, qui portait sur la question de l'accès équitable, a eu lieu dans la foulée du deuxième Forum sur la gouvernance de l'internet (GIF) qui s'est déroulé dans la même ville. Des praticiens des TIC pour le développement, des activistes, des décideurs et des universitaires du monde entier y ont assisté.

L'accès équitable vise à redresser les déséquilibres sociaux et économiques au moment de formuler les politiques et de déployer les TIC pour que les populations de différentes conditions aient plus ou moins les mêmes opportunités d'accès et d'utilisation de la technologie. Mais comme David Souter, conseiller en TIC et un des présentateurs de l'atelier, l'a fait remarquer, « équitable » ne veut pas nécessairement dire « égal ». Ce que des communautés locales peuvent entreprendre pour améliorer leur vie va différer selon le village, la ville, le pays et la région. Un Blackberry, indispensable à un homme d'affaires pour consulter ses courriels dans un aéroport de New York, n'a pas du tout la même utilité pour une agricultrice qui cultive son riz en Chine, mais qui pourrait tirer un grand avantage de l'acquisition de son premier téléphone mobile.

La directrice d'APC, Anriette Esterhuysen, a fait remarquer que plusieurs des documents de discussion présentés à cette occasion rendaient compte de l'approche globale adoptée par APC à l'égard de l'accès équitable. L'accès équitable ne concerne pas seulement la construction de réseaux, c'est aussi créer un bon cadre politique, choisir des technologies adaptées et durables et créer des modèles opérationnels commerciaux et sans but lucratif qui donnent des résultats. Les documents présentés portaient sur les politiques de TIC, les gens, les réseaux et les capacités, les modèles opérationnels pour un accès durable et les outils et les technologies, comme le sans fil et les logiciels libres.

« L'accès aux TIC procède des droits humains »

« Le fossé numérique est une réalité et il a le potentiel de ralentir le développement et la croissance de nombreux pays en développement », a souligné le directeur du Programme des politiques de communication et d'information d'APC, Willie Currie. Alors que pour certains, se connecter chez eux à l'internet à large bande est aussi facile que d'allumer la radio ou la télévision, pour la majorité de la population du monde, l'absence d'un accès aux TIC bon marché et, ce que David Souter a appelé « intéressant » – ou utile – peut rapidement se traduire par des difficultés économiques et sociales. C'est une des raisons pour lesquelles le récent Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a fixé des cibles d'accès précises, comme la connexion, avant 2015, de villages, d'écoles, de bibliothèques, de centres de santé et d'autorités locales.

Mais comment peut-on atteindre ce genre d'objectif concrètement et de façon originale?

Selon Lishan Adam, un conseiller en TIC basé en Ethiopie qui a rédigé le document de discussion sur les politiques, le marché à lui seul ne garantira pas l'accès équitable. Il faut donc des politiques pour « combler les retards au bas de la pyramide » et s'attaquer aux problèmes sous-jacents que sont les fractures économiques, rurales et urbaines et celles des compétences et du genre. Le défi est multisectoriel et doit faire intervenir les groupes concernés.

Les participants ont fait état de réussites illustrant qu'une approche centrée sur la communauté peut porter fruit, comme une étude de cas portant sur le plan du gouvernement indien de créer 100 000 télécentres et insistant sur l'importance du sentiment d'appropriation locale au moment de connecter des villages.

Un autre exemple du Brésil montre qu'une collectivité peut apporter un soutien en nature à la construction d'un réseau dans sa région – sécurité, utilisation de bâtiments vides ou main d'œuvre bon marché – et pouvait aussi participer activement au processus décisionnel. Ce projet a déployé 100 télécentres à Sao Paulo, une ville industrielle de 12 millions d'habitants et ayant un taux élevé de pauvreté. Entre 2004 et 2005, RITS, une organisation de TIC pour le développement, a construit les télécentres qui ont fini par desservir 600 000 personnes dans des communautés très pauvres – et qui trois ans plus tard sont toujours dynamiques. Selon le directeur de RITS, Carlos Alfonso, ce succès s'explique en partie du fait que la communauté décide des priorités de chaque télécentre. Dans un cas, il a été décidé de cibler des gens ayant des besoins spéciaux et dans d'autres, les gens voulaient utiliser le télécentre pour protéger l'environnement local.

Mais il n'est pas toujours facile de passer de ces exemples de pratiques exemplaires à la pratique dans la réalité. Il existe souvent une rupture entre les cyberstratégies nationales et les conditions sur le terrain, mais il est vrai aussi que les décideurs et les régulateurs font face à bien des difficultés, y compris leur propre manque de capacité. En

outre, comme David Souter l'a fait remarquer, le paysage mondial des TIC évolue rapidement, les technologies et les marchés fluctuent et il est difficile pour les responsables mêmes les mieux intentionnés de se tenir au courant de tous les développements. Même si on peut finir par établir des principes d'action communs, les contextes sont très divers et nécessitent des applications personnalisées. Pour compliquer les choses, les participants ont indiqué que de nombreux décideurs ne voyaient que leur intérêt personnel. Selon Lishan Adams, « La politique concerne surtout les relations de pouvoir [entre les parties prenantes] ». « Le problème vient du fait que les décideurs ne voient pas plus loin que les prochaines élections. »

Une approche à plusieurs niveaux plus nuancée que le modèle traditionnel descendant du déploiement infrastructurel a été jugée nécessaire. Il faut tenir compte des services de réseau et du développement de contenus locaux. Les nouvelles perspectives prévoient d'associer les TIC à d'autres infrastructures, comme la construction de routes et d'hôpitaux, et insistent sur les régimes d'accès ouverts qui permettent de vendre au prix coûtant à toutes les parties prenantes les infrastructures nationales et régionales comme les câbles de fibre. Comme un participant l'a dit, l'idée que les TIC justifient les monopoles naturels dans les marchés en développement perd du terrain. Les TIC de base, comme la dorsale nationale ou la fibre sous-marine, doivent plutôt être traitées comme des services essentiels, qui offrent une multitude de services et projets originaux à valeur ajoutée.

« Rien n'est gratuit »

« Les services sans frais ne sont pas gratuits car les responsabilités et les conséquences financières sont énormes », selon Muriuki Mureithi, un conseiller en TIC du Kenya. Il a présenté un document sur les modèles opérationnels d'accès équitable, faisant valoir que l'ouverture de l'accès aux régions mal desservies exige aussi un modèle opérationnel.

La question est de savoir qui paiera la facture et de combien? Selon M. Mureithi – se faisant l'écho de la perspective partagée par les autres participants – l'approche la plus viable est un partenariat stratégique entre le gouvernement, le secteur privé et la communauté. Même si le marché ne peut à lui seul garantir l'accès équitable, les données indiquent qu'une approche commerciale, y compris la privatisation, a permis d'étendre considérablement l'accès aux infrastructures de communication. M. Mureithi a avancé qu'il fallait créer une situation dans laquelle le secteur privé et la communauté sont gagnants : en autonomisant la communauté, les vendeurs et les fournisseurs de services pourraient exploiter des marchés locaux encore inexploités ou même ouvrir la voie à de nouveaux marchés.

Mais les pauvres peuvent-ils ou devraient-ils payer? David Souter, dans son document de discussion, a indiqué trois facteurs qui permettent à une communauté d'utiliser ou de décider d'utiliser les services : le prix, l'intérêt et la facilité d'utilisation, c'est-à-dire les compétences

nécessaires pour utiliser la technologie. « Un agriculteur est toujours prêt à payer si l'appel est une question d'urgence », a fait observer Ashis Sanyal, un directeur du programme de cybergovernment de l'Inde. « Si on réduit le coût d'opportunité de l'utilisateur final, il sera prêt à payer ». Mais selon le conseiller en TIC basé en Afrique du Sud, Mike Jensen, s'avancer en territoire inconnu dans une perspective commerciale est un « acte de foi » – cela pourrait ne pas avoir tellement de sens sur le plan commercial, surtout en l'absence d'infrastructures.

Les participants ont estimé qu'il fallait revenir sur l'utilisation des fonds d'accès universel – fonds recueilli par les gouvernements au moyen de droits imposés aux fournisseurs privés pour combler le fossé numérique. Les parties prenantes doivent participer davantage et leur administration doivent être plus transparente.

On a proposé notamment, pour « payer la facture », d'adopter un système de coupons qui permettrait aux pauvres et aux jeunes d'accéder aux services des télécentres. L'exploitant du télécentre facturerait ensuite le gouvernement. Ce serait au moins une façon originale de dépenser les fonds d'accès universel, surtout lorsqu'on sait que les fonds se sont accumulés dans les coffres des États sans rejoindre les bénéficiaires prévus. Par exemple, l'Inde a accumulé une réserve de 4 milliards USD, selon Ashis Sanyal.

Les participants ont débattu de diverses questions qui touchent l'adoption de la technologie sur le terrain, notamment la capacité de payer, le rendement énergétique et les normes ouvertes, qui renforcent le potentiel d'interopérabilité des logiciels et du matériel et permettent à la communauté d'utiliser, de changer et de partager plus facilement la technologie.

L'expérience montre que les décisions politiques – comme l'élargissement du spectre – a permis l'adoption rapide des technologies d'accès comme le sans fil. Pour Alberto Escudero-Pascual, activiste de la technique, qui a présenté le document *Outils et technologies pour un accès équitable*, ces nouvelles actions concrètes sont nécessaires pour catalyser l'accès aux TIC pour les pauvres.

Le fait que le choix de la technologie influe sur la viabilité financière d'un projet d'accès communautaire est illustré par le cas du télécentre FADECO en Tanzanie. Le télécentre a été établi en 1997 à Karagwe, près de la frontière avec le Burundi, avec l'aide d'un partenaire local sans but lucratif. Selon Karel Novotny d'APC, le projet a commencé par un accès coûteux par ligne commutée, remplacé par un VSAT en 2004. Ce changement a apporté des innovations à la communauté, notamment des connexions longue distance point à point sans fil reliant de petites entreprises et institutions, et le partage des coûts. Les exploitants du télécentre ont appris à établir des réseaux et à régler les problèmes de virus, entre autres problèmes techniques. Dès le départ, selon Karel Novotny, le projet a été largement indépendant des experts du Nord : « Les connaissances restent dans l'organisation, ce qui est une grande source de viabilité ».

« La communication n'est qu'un des nombreux manques dont souffrent les communautés. »

Selon Mike Jensen, si les différentes perspectives sur l'accès équitable peuvent être parfois la cause d'une certaine confusion dans les actions, voire d'inertie, les TIC pour le développement peuvent être simples : « Le modèle des routes ou de la construction des routes est sans doute le meilleur parallèle avec l'offre des infrastructures de TIC ». Ian Peter, un stratège en politique de TIC en convient: « La norme devrait être de la fibre à chaque pas ».

Et tout comme les pas sur le sol, il faut identifier les différents comportements de communication pour pouvoir répondre aux besoins, aux habitudes et aux capacités des communautés. Il faut un « cadre citoyen » dans lequel les communautés participent au développement et à la gestion des services de TIC, plutôt qu'un « cadre de consommation », comme l'a dit Parminder Jeet Singh du groupe IT for Change. Les femmes et les autres groupes marginalisés, comme les handicapés et les minorités linguistiques, doivent être ciblés. Il faut créer des alliances à l'échelle mondiale et, selon un participant, susciter des « résistances » de la part des parties prenantes locales: « Il n'y a pas assez d'anarchie ni de résistance sociale ». Le point de départ des analyses et des actions, a ajouté Al Alegre, chef de FMA, une organisation membre d'APC basée aux Philippines, c'est que « tout est politique ».

